Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2025

Luberon Monts de Vaucluse

AGGLOMÉRATION

République française

Département de Vaucluse - Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire Séance du 9 octobre 2025

2025/....

L'an deux mille vingt-cinq et le neuf octobre, à dix-huit heures, les membres du conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le trois octobre deux mille vingt-cinq, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, en salle du MIN de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice: 55

Présents: 34 Suffrages exprimés : 48 Absents: - dont POUR: 48 21 Absents AVEC pouvoir - dont CONTRE: 14 0 Absents SANS pouvoir 7 Nombre d'abstention(s): 0

Etaient présents : M. DAUDET Gérard - Président

Mme AMOROS Elisabeth Mme GIRARD Nicole M. MOUNIER Christian Mme ANGELETTI Frédérique Mme GREGOIRE Sylvie Mme NALLET Christine Mme ARAGONES Claire Mme JEAN Amélie M. NOUVEAU Michel M. BATOUX Philippe M. JUNIK Pascal M. PETTAVINO Jean-Pierre M. BOREL Félix M. JUSTINESY Gérard Mme PIERI Julia M. BOURSE Etienne M. KITAFFF Richard M. RIVET Jean-Philippe M. CARLIER Roland M. LE FAOU Michel M. ROUSSET André M. DECHER Martine Mme ROUX Isabelle M. LIBERATO Fabrice M. DERRIVE Eric M. MASSIP Frédéric M. SILVESTRE Claude Mme DU PORT DE PONCHARRA Maria-Thérésa Mme MILESI Véronique M. SINTES Patrick M. GERAULT Jean-Pierre Mme MONFRIN Marie-Josée M. VOURET Eric

Absents excusés ayant donné pouvoir :

M. ATTARD Alain Mme AUDIBERT Danielle Mme BASSANELLI Magali Mme BLANCHET Fabienne

Mme BUCHACA Sophie

Mme CATALANO-LLORDES Gaétane

M. COURTECUISSE Patrick Mme CLEMENT Marie-Hélène

Mme CRESP Delphine Mme DAUPHIN Mathilde

Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse

Mme PAIGNON Laurence M. SEBBAH Didier Mme STELLA Aurore

Absents excusés :

Mme FAURE Cécile Mme MACK Marie-Thérèse Mme MARIANI-RENOUX Séverine

Mme PALACIO Céline Mme PONTET Annie ayant donné pouvoir à M. CARLIER Roland ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre ayant donné pouvoir à Mme DECHER Martine ayant donné pouvoir à Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à M. BATOUX Philippe ayant donné pouvoir à M. MOUNIER Christian ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard ayant donné pouvoir à M. DERRIVE Eric ayant donné pouvoir à M. JUNIK Pascal ayant donné pouvoir à Mme PIERI Julia ayant donné pouvoir à M. BOREL Félix ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth ayant donné pouvoir à M. ROUSSET André ayant donné pouvoir à M. MASSIP Frédéric

Absents non-excusés :

M. PEYRARD Jean-Pierre M. SELLES Jean-Michel

Secrétaire de séance :

Mme AMOROS Elisabeth



République française
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire Séance du 9 octobre 2025

2025/

N° 2025-161

RESSOURCES HUMAINES – Modification du tableau des emplois au 10 octobre 2025

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code Général de la Fonction Publique notamment l'article L 313-1;
- Vu la délibération du conseil communautaire n°2025-101 en date du 27 juin 2025 portant modification du tableau des emplois;
- Vu l'avis du bureau communautaire du 18 septembre 2025;
- Vu l'avis du comité social territorial du 2 octobre 2025.

Dans un souci d'adapter les effectifs aux réalités opérationnelles et stratégiques de la communauté d'agglomération, la présente délibération propose un ajustement du tableau des emplois. Cette démarche vise à anticiper les besoins futurs, à garantir le maintien des niveaux de service attendus par la population et à promouvoir une gestion dynamique et équilibrée des ressources humaines, conformément aux orientations politiques.

Par ailleurs, deux postes 'tremplin' sont proposés dans le cadre de la Période de Préparation au Reclassement (PPR). Cette dernière constitue un dispositif encadré visant à accompagner un agent devenu inapte à exercer les fonctions correspondant à son grade, du fait d'une inaptitude physique reconnue.

D'une durée maximale d'un an, pendant laquelle l'agent maintient sa rémunération et conserve son statut d'activité, la PPR a pour objectif de favoriser sa transition professionnelle vers de nouvelles fonctions compatibles avec son état de santé. Durant cette période, le bénéficiaire peut suivre des actions de formation, réaliser des stages ou des périodes de mise en situation professionnelle, soit dans sa collectivité, soit dans d'autres administrations publiques, afin de se préparer au mieux à occuper un nouvel emploi adapté. La PPR se met en place à l'initiative de l'autorité territoriale, après avis du conseil médical, et donne lieu à la signature d'une convention tripartite précisant les modalités et objectifs du parcours de préparation. À l'issue de cette période, l'agent peut demander son reclassement sur un poste compatible et vacant de la collectivité.

Les modifications suivantes sont ainsi proposées :

Créations d'emplois - PPR						
Pôle/service	Motifs	Intitulé du poste	Différence ETP	Cadres d'emplois		
Tous services	Création de postes dédiés aux dispositifs de transition professionnelle : PPR (période de préparation au reclassement), tremplin, accompagnement à la reprise d'activité	Assistant.e - gestionnaire administratif.ve	+2	Rédacteur, adjoint administratif		
Direction de l'eau	Création de poste liée à un surcroît d'activité en matière de suivi comptable et administratif au sein de la direction de l'eau	Assistant.e administratif.ve et comptable	+1	Adjoint administrati		



République française 2025/.... Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire Séance du 9 octobre 2025

Modification statutaire							
Pôle/service	Motifs	Intitulé du poste	Différence ETP	Cadres d'emplois			
Valorisation des déchets	Transformation d'un poste ouvert à un contrat de projet	Animateur.rice biodéchets	-	Agent de maîtrise, adjoint technique			

Modification du temps de travail							
Pôle/service	Motifs	Intitulé du poste	Différence ETP	Cadres d'emplois			
Petite enfance	Augmentation du temps de travail de 80% à 100% pour garantir le taux d'encadrement à la crèche Li Pichots	Assistant.e petite enfance – crèche Li Pichots	+ 0,2	Adjoint d'animation			

Par dérogation, en application de l'article L. 332-8 du Code Général de la Fonction Publique et sous réserve du caractère infructueux du recrutement d'un fonctionnaire, l'ensemble des postes permanents indiqués au tableau des emplois en annexe pourront être occupés de manière permanente par des agents contractuels lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

Le cas échéant, les agents contractuels pourront être recrutés en contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse dans la limite de six ans, sur le ou les grades prévus par le tableau des emplois. Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE les créations d'emplois et modifications détaillées ci-dessus ;
- ADOPTE le tableau des emplois en annexe, avec effectivité au 10 octobre 2025 ;
- AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à signer les actes se rapportant à cette délibération;



République française Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire Séance du 9 octobre 2025

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits en dépenses de la section de fonctionnement au chapitre
 012 « Charges de personnel » des budgets.

La Secrétaire de séance,

Elisabeth AMOROS

Cavaillon, le 13 octobre 2025

2025/....

Le Président,

Gérard DAUDET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.